



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 22 AOÛT AU 5 SEPTEMBRE 2018

MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies s'est exprimée à plusieurs reprises ces derniers jours devant le Conseil de sécurité des Nations Unies afin de l'informer sur la situation en République démocratique du Congo.

A l'occasion de la présentation du rapport mensuel sur l'évolution au cours du mois d'août du processus électoral et de la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016, puis sur l'épidémie Ebola et enfin, hier, lors d'une session dédiée à la mise en œuvre des engagements contenus dans la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité.

Abordant les deux piliers du mandat de la MONUSCO, Leila Zerrougui a d'abord évoqué la question de la participation des femmes au processus électoral, qu'elles soient électrices ou candidates. Alors que la proportion des candidatures féminines pour les prochains scrutins n'a pas évolué depuis 2011 en demeurant aux environs de 12 % du total, il est crucial qu'une inclusion plus large des femmes soit une priorité pour les futures institutions et élus de la République.

Les priorités immédiates de la Mission sont de soutenir les femmes qui sont candidates et de promouvoir leur participation aux prochains scrutins en s'assurant qu'elles puissent voter librement.

Concernant le second volet de la MONUSCO, celui de la protection des civils, la Représentante spéciale a indiqué au Conseil de sécurité que la protection des femmes dans les zones où sont présents des groupes armés demeure un défi permanent.

Pour y répondre, la Mission a mis en place des mécanismes participatifs tels les réseaux d'alerte communautaire, au sein desquels la participation des femmes est décisive par exemple pour promouvoir la médiation et la réconciliation.

Un gros travail est aussi réalisé avec le Gouvernement congolais afin de lutter contre les violences sexuelles liées au conflit.

Le plaidoyer pour une participation accrue des femmes dans les affaires de la cité et la résolution des conflits passe également par la mise en œuvre de la parité au sein même du personnel civil de la MONUSCO et par davantage de femmes policières et soldats déployées par les pays contributeurs de troupes. Nous sommes encore loin du compte et des plans sont développés au sein des Nations Unies et de la Mission afin d'améliorer cette situation.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Des nouvelles encourageantes en provenance de la province de l'Ituri où vient de se dérouler une mission exploratoire menée par le Gouvernement congolais dans le cadre d'un plan de démobilisation des FRPI et de pacification du Sud Irumu.

La MONUSCO a apporté un soutien logistique et technique à cette mission et elle a également assuré la sécurisation des lieux de rencontre entre les cadres des FRPI et les autorités nationales et provinciales ainsi que le coordonnateur du STAREC.

L'objectif de cette mission était d'écouter chacune des parties afin d'informer le Gouvernement central des positions et perceptions des uns et des autres pour ensuite décider des prochaines étapes de mise en œuvre du plan.

La MONUSCO va continuer de suivre et soutenir ce processus afin d'atteindre rapidement un dénouement positif d'autant que les attaques des FRPI contre les populations civiles ne connaissent pas de trêve.

Droits de l'homme :

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a, au cours des deux dernières semaines, organisé plusieurs activités de renforcement des capacités à l'endroit de différents acteurs à Kananga et à Tshikapa.

Le 31 août, le BCNUDH a, en collaboration avec la section Protection de l'enfant, organisé en faveur de 14 officiers FARDC une séance de sensibilisation sur les concepts fondamentaux des droits de l'homme, la violence sexuelle avec un accent mis sur le rôle de l'armée dans la prévention des violations des droits de l'homme, des violences sexuelles et des six graves violations des droits de l'enfant.

Le 28 août, 38 participants dont 16 femmes de l'ONG Action international pour les droits de l'homme (AIDH) ont à leur tour été sensibilisés sur les droits de l'homme dans la commune de Nganza à Kananga. Au cours de cette séance, l'accent a été mis sur les droits à la paix et au développement et l'ONG a été encouragée à s'impliquer activement dans le processus de paix et de développement dans la province du Kasai Central.

Le même jour à Tshikapa, un atelier de deux jours a été organisé en faveur de 27 journalistes (22 hommes et 5 femmes) de la ville de Tshikapa sur les droits de l'homme et les élections, des journalistes en RD Congo, le cadre juridique de l'organisation de manifestations publiques en RD Congo et le recours à la force pendant le processus électoral.

Quelques jours avant, soit le 24 août à Kananga, 19 officiers subalternes et sous-officiers des FARDC ont quant à eux été sensibilisés aux droits de l'homme et à la violence sexuelle pendant les conflits. La session a porté sur les fondements des droits de l'homme, les obligations des agents de l'État de respecter les droits de l'homme, l'interdiction de toute forme de violence et de discrimination à l'égard des femmes et la responsabilité pénale des commandants.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Du 15 au 18 août, une formation de renforcement des capacités de 45 défenseurs des droits humains, dont 13 femmes, a eu lieu à Kananga, sur les concepts de surveillance des violations des droits de l'homme, en particulier dans le contexte électoral. Elle vise à renforcer les capacités juridiques et techniques des organisations de défense des droits de l'homme.

Par ailleurs, 24 officiers subalternes et supérieurs des FARDC, dont une femme, ont été sensibilisés le même jour aux droits de l'homme et aux violences sexuelles lors des conflits armés.

Enfin, le 23 août, l'Unité d'Appui à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO à Kananga et à Mbuji-Mayi a fait don de matériel de sécurité aux autorités pénitentiaires. Il s'agit des extincteurs, des détecteurs de métaux ainsi que des détecteurs de fumée. L'objectif est d'aider les autorités des prisons de Kananga et de Mbuji-Mayi à mieux protéger leurs installations.

Protection de l'enfant :

En août 2018, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 224 violations graves commises à l'encontre des enfants dans le contexte du conflit armé en RDC. En effet, ce conflit laisse les populations, et particulièrement les enfants, à la merci de diverses formes de violences condamnables. Les enfants restent vulnérables aux activités intenses des groupes armés et milices dans les quatre coins du pays. Près de 40 % des violations ont été vérifiées dans la province du Nord-Kivu, un tiers au Kasai et Kasai Central et le reste en Ituri et au Sud-Kivu.

Les principales violations que la section Protection de l'enfant a pu documenter sont le recrutement et l'utilisation d'enfants au sein des groupes et milices armés, les enlèvements et les violences sexuelles. En effet, durant ce mois d'août, ce sont 21 filles et 126 garçons, âgés entre 8 et 17 ans qui ont été séparés, principalement de Kamuina Nsapu et FRPI. Au moins 41 enfants dont neuf filles, de deux à 17 ans ont été enlevés, principalement pour servir comme combattants alors qu'au moins 22 filles ont survécu à des violences sexuelles, la plus jeune a 6 ans.

Au total, les groupes et milices armés sont responsables de 92 % des violations commises à l'encontre des enfants, 7 % sont attribuables aux agents de l'Etat (FARDC et PNC) alors que le pourcent restant n'a pas pu être identifié.

A Tshilumba (province du Kasai Central), la section Protection de l'enfant en collaboration avec la Police des Nations Unies (UNPOL) a profité d'un camp d'été organisé par l'ONG Children Hope Forever pour sensibiliser plus de 200 enfants quant à leurs droits, ainsi qu'aux risques liés au recrutement et mariage précoce.

Dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu, la section Protection de l'enfant en collaboration avec les FARDC a débuté une campagne de sensibilisation et d'identification des enfants sortis du groupe armé NDC-Rénové. Une dizaine d'enfants ont déjà été séparés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

A titre d'indicateur de succès quant à la lutte contre l'impunité, cinq agents de la sécurité nationale, dont quatre agents FARDC et un agent de la PNC, ont été condamnés, coupables de viols sur mineures à l'issue d'une chambre foraine du Tribunal militaire de Beni-Butembo tenue à Kasindi, avec le soutien du BCNUDH et la section Appui à la Justice de la MONUSCO.

Durant la période considérée, la section a organisé des séances de formation et de sensibilisation au profit de près de 400 agents des FARDC, de la PNC et de la MONUSCO sur les thématiques de protection de l'enfant et vérification d'âge. Les messages clés étaient axés sur l'interdiction de recruter et utiliser des enfants au sein des forces et groupes armés, notamment en période de processus électoral.

A Bunia, dans la province de l'Ituri, un projet de la section Protection de l'enfant visant la formation des enfants démobilisés du groupe armé FRPI en agriculture et élevage a été adopté. Ce projet vise à réduire les violences communautaires et à élargir les champs d'opportunités des enfants séparés des groupes armés.

En termes de plaidoyer, la section Protection de l'enfant de Kananga (province du Kasai Central) continue de mener des actions de plaidoyer conjointement avec le BCNUDH, le coordonnateur du Groupe de travail technique conjoint (G'TTC) et l'UNICEF à l'Auditorat militaire en vue d'obtenir la libération de 14 enfants détenus à la prison centrale de Kananga, pour leur présumées associations à Kamuina Nsapu.

Sur un tout autre chapitre, le lundi 3 septembre 2018, le Commandant de la Force de la MONUSCO, le Lieutenant-général. Elias Rodrigues Martins Filho a pris part à la cérémonie de remise des médailles de l'ONU à 218 casques bleus du 21^{ème} contingent chinois basé à Bukavu et Amsar, à quelques kilomètres du chef-lieu de la province du Sud-Kivu.

Le contingent qui sera bientôt relevé, a réalisé beaucoup de projets, dont des réhabilitations d'infrastructures routières, la fourniture des soins médicaux, afin de créer des conditions qui permettent à la MONUSCO de mener à bien son mandat de sécurisation et de stabilisation en même temps qu'il participe au développement dans leur zone de responsabilité, a relevé le Commandant de la Force.

Toujours à Bukavu, en marge de la Journée internationale de la Charité, la Police des Nations Unies a remis hier mardi un lot de vivres et de non-vivres à l'Hôpital général de référence de Panzi et au Centre médico-social solidarité. Ce don est destiné respectivement aux victimes des violences sexuelles et aux enfants orphelins vivant avec le VIH SIDA qui sont pris en charge par ces institutions.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

L'UNFPA remet 10 tonnes de matériels médico-chirurgical et médicaments de santé de la reproduction au Gouvernement congolais pour la riposte à l'épidémie de la MVE (maladie à virus Ebola) en RDC

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a remis lundi 27 août 2018, au Gouvernement congolais 10 tonnes de matériels médico chirurgical et médicaments de santé de la reproduction par l'entremise du Directeur général de la lutte contre la maladie, le Dr Ndjoloko Tambwe Bathé, représentant le Ministre de la Santé.

Cette dotation de l'UNFPA d'une valeur estimée à plus 215 000 dollars américains, est destinée à une vingtaine des formations sanitaires de la province du Nord-Kivu et de la zone de santé Mandima dans la province de l'Ituri. Elle servira à porter assistance à près de 31 000 personnes pendant 6 mois et permettra aux femmes enceintes d'accoucher dans les maternités sans risque de contracter la Maladie à Virus Ebola (MVE). De même, grâce à ces produits, les femmes et les filles auront accès aux services de santé de la reproduction y compris la planification familiale mais aussi la prise en charge des victimes des violences sexuelles même pendant l'épidémie à virus Ebola, sera assurée.

Ce matériel et fournitures remis par l'UNFPA sont constitués de : 25 kits d'accouchement hygiénique individuels pour assurer 5 000 accouchements épargnés du risque infectieux même hors de formations sanitaires ; 25 kits de prise en charge des infections sexuellement transmissibles chez 9 475 patients selon l'approche syndromique ; 12 kits de prise en charge post-viol pour offrir un traitement médical de 456 survivantes de violences sexuelles, y compris 96 enfants ; 12 kits d'accouchement médicalisé avec du matériel et fournitures comme les gants, des compresses, des antiseptiques, des boîtes à instruments, des boîtes d'accouchements, certains de ces matériels pouvant durer plusieurs mois et même quelques années et permettre plus de 4 800 accouchements ; 4 kits de chirurgie obstétricale pour les hôpitaux et centre de santé de référence notamment l'HGR de Beni, l'HGR d'Oïcha et l'HGR de Mandima ainsi que le centre de santé de référence Mangina. Ces kits peuvent permettre plus de 10 000 interventions chirurgicales dans les 4 formations sanitaires citées ; 4 kits de sécurité transfusionnelle composés de fournitures divers, de test de groupe sanguin et test pour le dépistage des infections telles que la syphilis, l'hépatite et le VIH et le paludisme pour permettre 200 cas de transfusion rationnelles, sûres et sécurisées.

En réponse à une des requêtes du Gouvernement pour la riposte à la MVE et sur la base de l'évaluation rapide de la situation effectuée par le Représentant résident de l'UNFPA, les maternités de l'Hôpital général de référence de Beni et du centre de santé de référence de Mangina, épicerie de l'épidémie à la MVE, seront réfectionnées et équipées par l'UNFPA en vue de casser la chaîne de transmission. Car dans ces formations sanitaires beaucoup d'agents de santé restent exposés à la contamination en manipulant le matériel médico-chirurgical. De plus, les femmes restent jusqu'ici les personnes les plus touchées dans cette épidémie, car elles constituent près de 60 % de l'ensemble des personnes atteintes.

La dixième épidémie de la MVE éclate au Nord-Kivu, une province déjà déstabilisée par l'activisme des groupes armés lesquels terrorisent Beni depuis plusieurs années. Cette région figure parmi les plus peuplées du pays et

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

très denses sont les mouvements des populations à la frontière avec les autres pays des grands lacs notamment l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

Pour rappel, l'UNFPA appuie depuis plusieurs années les zones de santé de Beni et de Oicha dans le renforcement de la chaîne d'approvisionnement en produits de la santé de la reproduction et la prise en charge holistique des violences basées sur le genre ainsi que la résilience communautaire.

Une cinquantaine d'auditeurs et officiers militaires sont à l'école du genre, de la santé sexuelle et reproductive, du VIH et des droits humains depuis hier

Cette formation de 5 jours vise à renforcer les capacités d'action de la Justice militaire qui devra contribuer significativement à la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. Elle se veut informative et vise à outiller les bénéficiaires en les positionnant au cœur du dispositif organisationnel pour combattre la stigmatisation, la discrimination et autres violations des droits des personnes liées au VIH, d'une part et de développer des attitudes et comportements favorables à l'équité du genre d'autre part. Tout cela devra prendre appui sur l'engagement de la RDC à l'égard des instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux. C'est grâce à l'appui du PNUD en collaboration avec le Ministère de la Justice et des Droits humains que la justice militaire se trouve donc ainsi au front de cette lutte car, elle est souvent saisie directement pour des cas de viol dont les présumés auteurs sont des militaires dans plusieurs situations.

Publication du 15^e sondage sur la perception de la sécurité et la consolidation de la paix et la reconstruction à l'Est de la RDC

Les résultats ne sont pas reluisants car ils indiquent que les populations du Nord et Sud-Kivu ainsi que de l'Ituri vivent dans l'insécurité et dénoncent notamment les assassinats, le kidnapping, le vol, viol, pillages, arrestations arbitraires, répressions violentes des marches pacifiques etc. Ils dénoncent également l'insécurité économique marquée par le chômage des jeunes, le faible pouvoir d'achat, les conflits fonciers, l'insécurité alimentaire, la vente des produits périmés. Au niveau politique, ils décrient la mauvaise gouvernance, les politiciens qui poussent des jeunes à rejoindre les groupes armés, le tribalisme et la haine entre les communautés. Ces données sont présentées et évaluées à l'atelier national organisé par le Ministère de la Justice avec l'appui du PNUD du 4 au 5 septembre 2018 à Kinshasa. Cet atelier évalue l'impact des données des sondages dans les programmations et politiques publiques afin d'envisager des recommandations utiles pouvant faire objet de plaidoyer dans les secteurs concernés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13